

# Chat va pas fort

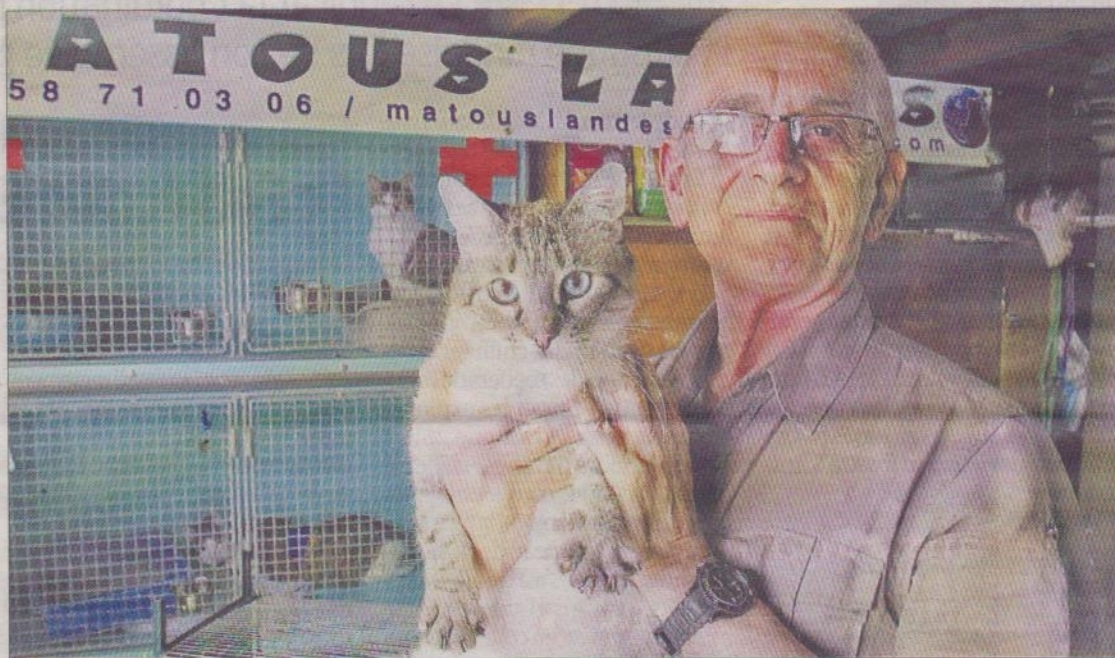
Matous-Landes limite son champ d'action pour cause de restrictions budgétaires

«**D**iminuer l'activité et se recentrer sur Mont-de-Marsan. » Telle est la ligne définie samedi par l'assemblée générale de Matous-Landes (1). Seule solution quand les dons baissent de 6 000 euros en deux ans. En 2013, les dépenses étaient supérieures de 10 000 euros aux recettes. L'association prévoit donc des réductions drastiques d'activité, pour réduire le budget de 36 983 euros à 10 294 euros.

« On n'a pas les épaules pour couvrir tout le département », analyse le secrétaire, Dominique Martin. L'association veut stériliser 70 animaux en 2014, contre 311 l'an passé, et en faire adopter 20 contre 75 en 2013. C'est une procédure onéreuse, car Matous-Landes finance nourriture et soins jusqu'à ce que le chat trouve une demeure, ce qui peut prendre plusieurs mois. « Contrairement à la SPA, il nous arrive des animaux âgés de 1 mois. »

L'association continue ses séances de nourrissage, qui permettent de créer des « colonies de chats errants » et donc de surveiller les félins, stérilisés ou pas encore. Malgré une à deux collectes par an et 800 euros de budget pour ce poste de dépense, les bénévoles payent souvent de leur poche la nourriture.

Ces réductions de budget doivent compenser la baisse des dons, en partie due aux difficultés qu'a connues Matous-Landes avec les impôts. Jusqu'à 2012, l'association avait le droit, de par son caractère d'intérêt général, de fournir des reçus aux donateurs : ceux-ci pouvaient ainsi déduire de leurs revenus imposables 66 % de leurs dons. Or, en 2012, le nouvel inspecteur général des finances publiques a estimé que la stérilisation de chats n'était pas d'intérêt général, et que les reçus étaient illégaux.



Le secrétaire de Matous-Landes, Dominique Martin, recueille les chats blessés dans une infirmerie aménagée chez lui. PHOTO PASCAL BATS / « SUD OUEST »

L'association a alors intenté plusieurs recours auprès de l'administration fiscale, en vain. De guerre lasse, elle a déposé une requête auprès du tribunal administratif de Pau, saisi le ministre des Finances Pierre Moscovici et le médiateur des finances publiques. Finalement, en décembre dernier, c'est le ministre qui a reconnu l'intérêt général de l'association.

## Manque de moyens humains

Mais la situation financière ne panique pas les responsables. « Nous avons déjà reçu 2 500 euros de cotisation sur les 5 000 espérés cette année. Le plus inquiétant, c'est le manque de participation active. »

En effet, si l'association compte 300 adhérents, à peine une dizaine s'implique réellement. Pour le secré-

taire, ce désintérêt est une tendance générale : « Certaines personnes nous demandent d'emmener nous-mêmes le chat errant chez le vétérinaire, alors qu'elles pourraient le faire sans difficulté », se désole-t-il. « Dans leur esprit, téléphoner à une association, c'est déjà beaucoup. » Mais il reconnaît que la stérilisation des animaux n'est pas forcément une priorité. « Les gens rechignent à dépenser de l'essence pour un chat errant... »

Dans ces conditions, difficile de mener à bien des actions de grande envergure, notamment de sensibilisation. Dominique Martin reconnaît pourtant son importance primordiale, et l'association informe dès qu'elle peut : campagne auprès des médias et des vétérinaires, stands sur les marchés... Mais l'impact est dif-

ficile à évaluer. « Certains refusent d'entendre parler de stérilisation, regrette le secrétaire. Ce qu'il faudrait faire, c'est commencer dans les écoles : les enfants sont souvent plus sensibles à ces messages. » En attendant, l'association continue son travail. « Si on arrive, par la sensibilisation, à expliquer aux gens qu'on peut éviter la prolifération des chats errants en stérilisant, c'est déjà positif ! »

**Aude David**

(1) Après avoir frôlé la dissolution en 2013, l'association a renouvelé son bureau dans la continuité : la présidente d'honneur Marianne Minier a été élue présidente, l'ancien président Dominique Martin est maintenant secrétaire et Jean-Raymond Bonnaud est passé du secrétariat à la trésorerie.